



Cellule d'analyse européenne

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU
COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Recenser
et identifier les obstacles au marché unique**

COM(2020)93 - 10 mars 2020

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ
DES RÉGIONS**

**Plan d'action à long terme visant à mieux mettre en œuvre et faire respecter les règles du
marché unique**

COM(2020)94 - 10 mars 2020

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL EUROPEEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS**

Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe

COM(2020)102 – 10 mars 2020

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ
DES RÉGIONS**

Une stratégie axée sur les PME pour une Europe durable et numérique

COM(2020)103 – 10 mars 2020

Résumé : En élaborant une nouvelle stratégie industrielle, une stratégie axée sur les PME, un plan d'action visant à mieux mettre en œuvre et faire respecter les règles du marché unique et en identifiant les obstacles à un approfondissement du marché unique, la Commission européenne souhaite poser les jalons d'un partenariat renouvelé avec les États membres de l'Union européenne dans le but d'accroître la croissance, la prospérité et la stabilité au bénéfice des citoyens et des entreprises, tant au sein de l'Union que dans le monde entier.

1. Contexte

Le secteur industriel et les PME contribuent grandement à la croissance et à la prospérité de l'Union européenne, où l'industrie emploie quelque 35 millions de travailleurs, contre 100 millions pour les PME.

Le Conseil européen de mars 2019 a appelé à l'élaboration d'une politique industrielle volontariste devant permettre à l'Union européenne de rester une puissance industrielle. Ce Conseil a par ailleurs demandé l'approfondissement du marché intérieur, ainsi que des avancées dans le cadre du développement d'une économie numérique concurrentielle¹. Il convient d'accorder l'attention nécessaire à l'amélioration de l'environnement économique des PME. La Commission européenne a été invitée à présenter une vision à long terme pour l'avenir industriel de l'Union.

Dans son Programme de travail pour 2020, la Commission européenne a exprimé deux ambitions principales : amorcer la transition vers une Europe climatiquement neutre et numérique.

¹ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-1-2019-INIT/fr/pdf>

Ces ambitions figurent dans la nouvelle « stratégie industrielle et spécifique aux PME » approuvée par la Commission européenne le 10 mars 2020. Quatre documents stratégiques mettent en œuvre les conclusions du Conseil européen et le Programme de travail dans les domaines du marché intérieur, de l'industrie, de la numérisation et de la concurrence.

2. Contenu

Les mesures annoncées de la stratégie axée sur les industries et les PME visent à soutenir, autant que possible, les stratégies verte et numérique tout en préservant la compétitivité européenne.

Les lignes directrices des quatre documents d'orientation stratégiques se résument comme suit :

2.1. Communication COM(2020)93 : Entraves au marché intérieur

Cette communication expose les treize entraves principales à l'approfondissement du marché unique du point de vue des consommateurs et des entreprises. Ces entraves sont les suivantes :

- 1) la collecte d'informations adéquates pour les transactions transfrontalières ;
- 2) l'obligation de respecter des exigences administratives souvent astreignantes pour vendre des marchandises ou des services dans un autre État membre ;
- 3) le caractère inéquitable de l'accès aux marchés publics ;
- 4) le système actuel de reconnaissance mutuelle pour les biens non harmonisés ne semble fonctionner que dans une faible mesure ;
- 5) les exigences imposées pour l'accès à certaines activités ou professions spécifiques et l'exercice de celles-ci ;
- 6) le blocage (géographique) des achats en ligne transfrontaliers ou leur déviation vers un site national ;
- 7) la confiance encore fragile des consommateurs et des entreprises à l'égard des achats transfrontaliers ;
- 8) la fraude de nature transfrontalière, telle que l'escroquerie en ligne ;
- 9) les différences fiscales et administratives ;
- 10) le règlement des litiges commerciaux ou civils et la perception de paiements, en raison de différences de pratiques juridiques et contractuelles ;
- 11) l'enregistrement d'activités professionnelles dans un autre État membre, surtout l'enregistrement en ligne ;
- 12) la disponibilité de personnel compétent, surtout pour les PME, et le coût élevé des procédures pour la reconnaissance de qualifications professionnelles pour les professions réglementées ;
- 13) les barrières linguistiques.

Pour que de nouvelles étapes puissent être franchies tant à l'échelle de l'Union européenne que dans les États membres, la communication mentionne également cinq causes majeures de ces entraves. Certaines sont imputables à l'Union européenne, certaines aux États membres, et d'autres relèvent de leur responsabilité conjointe. Ces causes sont les suivantes :

- 1) les mesures restrictives au niveau national ainsi que la flexibilité accordée par l'Union européenne dans le domaine de l'harmonisation ;
- 2) une transposition, une mise en œuvre et une application inadéquates de la législation de l'Union européenne ;

- 3) le recours insuffisant aux solutions administratives électroniques, le manque de coordination administrative entre l'Union européenne et les États membres, et la capacité insuffisante en personnel à l'échelle nationale ;
- 4) des causes qui n'ont pas un caractère transfrontalier spécifique mais sont liées à la sphère des entreprises et des consommateurs dans les États membres, notamment en matière de gestion des permis de bâtir et d'approvisionnement en électricité ;
- 5) des causes sans lien direct avec les politiques publiques des États membres et de l'Union européenne, telles que les contextes culturel ou macro- et microéconomique, ou les circonstances de la géographie ou l'infrastructure.

La Commission entend créer un groupe de travail, en collaboration avec les États membres, en vue du maintien et de l'approfondissement du marché unique (SMET²).

2.2. Communication COM(2020)94 : Plan d'action à long terme visant à mieux mettre en œuvre et faire respecter les règles du marché unique

Par le biais d'un plan d'action à long terme en 22 points, la Commission souhaite mieux faire connaître les règles du marché unique et accroître la sensibilisation en la matière au sein des autorités et juridictions nationales qui les appliquent quotidiennement, ainsi que parmi les citoyens et les entreprises.

Voici les principaux points d'action :

- la publication de directives et guides plus pratiques et de recommandations pour les États membres, tant en ce qui concerne notamment la réglementation numérique, la directive services, les commandes publiques ou les règles sur les produits ;
- l'introduction de tableaux de concordance virtuels dynamiques constamment mis à jour, même après l'entrée en vigueur de la législation ; les États membres devraient également informer plus précisément la Commission de la teneur des dispositions nationales de transposition ;
- des mesures visant à prévenir les entraves réglementaires nationales, par exemple faire respecter, par les États membres, l'obligation de notification pour le secteur des services ;
- l'amélioration des mécanismes de contrôle, tant au niveau de l'UE qu'au niveau national, par exemple une plateforme dédiée au partage d'informations sur les produits illicites et non conformes (*e-enforcement lab*), une extension du mandat de l'OLAF³, davantage de contrôles de l'application du droit de l'UE dans la chaîne agroalimentaire (stratégie « de la ferme à la table ») et le développement de systèmes d'étiquetage et de traçabilité (par exemple via les chaînes de blocs) ;
- traitement plus efficace des litiges et infractions, par exemple en renforçant le mandat de Solvit⁴, un rapport annuel de la Commission sur le respect du marché unique et l'utilisation du « EU Pilot »⁵.

2.3. Communication COM(2020)102 : La nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe

² *Single Market Enforcement Taskforce*.

³ Office européen de lutte antifraude.

⁴ "SOLVIT traite les problèmes transfrontières causés par une violation du droit de l'Union par les pouvoirs publics ." [COM(2020)94, p. 16]

⁵ Le système «EU Pilot» est "un système informel et confidentiel d'échange d'informations en ligne entre la Commission européenne et les États membres. Il sert à vérifier la conformité avec le droit de l'UE de la transposition en droit national et de l'exécution. (<https://diplomatie.belgium.be/>)

La nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe vise à concrétiser davantage la transition verte et numérique, tout en préservant la compétitivité européenne globale.

Ces trois priorités sont concrétisées par une série de politiques :

- au niveau du marché unique : un marché unique numérique, un plan d'action relatif aux droits intellectuels, la révision des règles de concurrence européennes (contrôle des fusions et des aides d'État), un livre blanc sur les effets de distorsion causés par les subventions étrangères au sein du marché unique et la question de l'accès des entreprises publiques étrangères aux marchés publics européens ;
- dans les domaines du climat et de l'énergie : une énergie à faible teneur en carbone à des prix compétitifs, le lancement d'une alliance européenne pour un hydrogène propre, une réglementation relative aux marchés publics écologiques et (éventuellement) en 2021 un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ;
- en ce qui concerne l'industrie : la décarbonisation des industries (lourdes), le renforcement de la capacité industrielle dans le domaine des infrastructures numériques critiques (5G, réseaux mobiles de sixième génération, superordinateurs rapides), un plan d'action pour l'économie circulaire, une nouvelle stratégie pour l'industrie pharmaceutique, un plan d'action relatif aux matières premières critiques (utilisation efficace des ressources naturelles, afin d'assurer la sécurité d'approvisionnement).

La Commission européenne analysera les risques et les besoins des "écosystèmes industriels", c'est-à-dire les acteurs d'une chaîne de valeur : *start-ups*, grandes entreprises, scientifiques, chercheurs, etc. L'apport de ces écosystèmes peut donner lieu à un soutien sous la forme de réglementation, d'accès au financement ou d'utilisation d'instruments de protection commerciale. La Commission européenne soutiendra ces efforts par une coopération avec le "forum industriel ouvert" qui sera lancé en septembre 2020 et qui réunira les États membres et les parties prenantes concernées.

2.4. Communication COM(2020)103: Une stratégie axée sur les PME pour une Europe durable et numérique

Dans le cadre d'une stratégie spécifiquement axée sur les PME, la Commission européenne veut préparer ces entreprises à la transition climatique et numérique, mettre réellement en œuvre la simplification administrative et faciliter l'accès des PME aux sources de financement et aux compétences numériques.

Seulement 17% des PME ont réussi à intégrer les technologies numériques dans leurs activités, contre 54% pour les grandes entreprises. Pour intégrer les innovations numériques, les PME seraient donc soutenues par un réseau de pôles d'innovation numérique.

Les start-ups et les PME étant confrontées à un manque de travailleurs qualifiés dans le cadre de la transition numérique, la Commission, avec le soutien du programme « Europe numérique », élaborera des formations accélérées dans le domaine numérique destinées au personnel des PME, et ce, dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, etc.

Afin de lever les obstacles auxquels les PME sont confrontées sur le marché intérieur, la charge réglementaire sera réduite. La problématique des retards de paiement, responsables de 25% des faillites de PME au sein de l'UE, sera prise à bras-le-corps, tandis que des pistes alternatives de résolution des conflits seront examinées.

L'amélioration de l'accès au financement pour les PME était déjà l'une des priorités du *Small Business Act* pour l'Europe. Ce système sera désormais renforcé (dans le cadre du programme InvestEU) par la création d'un fonds de soutien destiné à favoriser l'introduction en bourse des PME. Par ailleurs, l'entrepreneuriat féminin sera également renforcé via la stimulation des investissements dans des entreprises dirigées par des femmes.

La Commission lancera une initiative fondée sur la chaîne de blocs afin de rendre possible l'émission et la négociation d'obligations de PME dans toute l'Europe.

La Commission entend par ailleurs désigner un haut-représentant de l'UE pour les PME afin d'assurer la direction politique de la stratégie axée sur les PME.

3. Cadre juridique européen

Sur le plan juridique, cette stratégie européenne repose notamment sur les articles 114, 173 et 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui ont respectivement trait au marché intérieur, à la compétitivité et à la politique industrielle et, enfin, à l'environnement.

4. Développements à l'échelon belge et au niveau de l'UE

Belgique : Pour voir comment la Belgique se comporte dans le domaine de la politique industrielle et des PME (ainsi que par rapport aux défis du changement climatique et de la transition numérique), il est utile de se référer à certaines conclusions du récent rapport par pays de la Commission européenne⁶ :

- la coordination des politiques en matière de climat, d'énergie, de numérisation et de transport demeure problématique ;
- la réalisation des objectifs de réduction d'émissions dans le secteur de l'énergie nécessitera des investissements importants ;
- une part très importante des émissions de gaz à effet de serre en Belgique provient des branches industrielles à forte intensité énergétique, notamment l'industrie pétrochimique autour d'Anvers, mais aussi certaines industries traditionnelles en Wallonie ;
- on estime que les politiques de lutte contre le changement climatique devraient créer environ 60 000 emplois supplémentaires en Belgique ;
- la pénurie de diplômés ayant des compétences technologiques au sein de la population active en général entrave les perspectives de croissance de la Belgique dans un contexte de numérisation et de transition vers une économie bas carbone ;
- les activités de recherche et de développement des PME en Belgique représentent 0,7% du PIB, soit l'un des taux les plus élevés de l'UE ;
- la Belgique est l'un des pays les plus performants de l'UE en matière d'intégration des technologies numériques dans les entreprises, mais elle stagne dans le domaine du commerce électronique ;
- afin de stimuler davantage la numérisation au sein des PME, une campagne de sensibilisation a été lancée en 2019.

Europe :

- La Cour des comptes européenne réalise actuellement une enquête de contrôle concernant l'aide apportée par l'Union européenne à la numérisation de l'industrie. Dans ce cadre, elle examine dans quelle mesure la Commission européenne offre aux États membres une aide efficace pour numériser leur industrie, et aide les *start ups* et les PME à entrer dans l'ère numérique⁷.
- Un rapport récent de la Cour des comptes européenne indique que l'instrument PME, lancé en 2014 avec un budget total de 3 milliards d'euros pour le CFP 2014-2020, soutient efficacement l'innovation⁸.

⁶ Rapport 2020 pour la Belgique: voir <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20200500.do?appLng=FR>

⁷ Voir: <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/NewsItem.aspx?nid=12515>

⁸ Rapport spécial 02/2020 de la Cour des comptes européenne: https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20_02/SR_Innovation_SMEs_FR.pdf

5. Suivi au sein de la (des) commission(s) compétente(s) de la Chambre

Cette fiche a été envoyée :

- à la commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Agenda numérique ;
- à la commission de l'Énergie, de l'Environnement et du Climat ;
- au Comité d'avis chargé des questions européennes.

6. Suivi par les instances fédérales

- SPF Économie ;
- SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

7. Subsidiarité/ Suivi parlementaire

Un avis de subsidiarité, au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre, ne peut pas être rendu car il ne s'agit pas d'un acte législatif européen mais bien de documents politiques. La commission compétente peut, en revanche, formuler un avis et/ou des observations à la Commission européenne, dans le cadre du «dialogue politique» (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Pour en savoir plus

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020093.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020094.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020102.do?appLng=FR>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020103.do?appLng=FR>

Descripteurs Eurovoc:	marché de l'UE - coopération administrative - application du droit de l'UE - coopération transfrontalière - petites et moyennes entreprises - protection du consommateur - biens et services - marché unique –entreprise application du droit de l'UE - programme d'action - marché unique - État membre UE - frontière extérieure de l'Union européenne innovation - investissement - réorganisation industrielle - recyclage professionnel - espace industriel européen - politique en matière de changement climatique - compétitivité - stratégie européenne pour la croissance - économie circulaire - marché unique numérique financement - innovation - petites et moyennes entreprises - numérisation - accès au marché - gouvernance - technologie numérique - Europe - stratégie de l'UE – économie numérique
------------------------------	--

01.04.2020

Rédaction :

Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@lachambre.be
Katrien Joos, Conseiller adjoint, tél. 02/549.81.64, katrien.joos@lachambre.be



Europese Analysecel

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE EUROPEAN PARLIAMENT, THE COUNCIL, THE EUROPEAN ECONOMIC AND SOCIAL COMMITTEE AND THE COMMITTEE OF THE REGIONS

In kaart brengen en aanpakken van belemmeringen voor de eengemaakte markt

COM(2020)93 - 10 maart 2020

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE RAAD, HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ EN HET COMITÉ VAN DE REGIO'S

Langetermijnactieplan voor een betere uitvoering en handhaving van de regels inzake de eengemaakte markt

COM(2020)94 - 10 maart 2020

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE EUROPESE RAAD, DE RAAD, HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ EN HET COMITÉ VAN DE REGIO'S

Een nieuwe industriestrategie voor Europa

COM(2020)102 – 10 maart 2020

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE RAAD, HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ EN HET COMITÉ VAN DE REGIO'S

Een kmo-strategie voor een duurzaam en digitaal Europa

COM(2020)103 – 10 maart 2020

Samenvatting: Met een nieuwe industriestrategie, een kmo-strategie, een actieplan voor een betere uitvoering en handhaving van de eengemaakte-marktregels en een overzicht van de obstakels voor een verdieping van de eengemaakte markt wenst de Europese Commissie een basis te bieden voor een vernieuwd partnerschap met de EU-lidstaten met het oog op verdere groei, welvaart en stabiliteit voor burgers en bedrijven, zowel in de EU als wereldwijd.

1. Context

De industrie en de KMO 's dragen in grote mate bij tot de groei en welvaart in de EU. De Europese industrie stelt circa 35 miljoen mensen te werk, terwijl de KMO 's werk bieden aan 100 miljoen mensen in de EU.

De Europese Raad van maart 2019 riep op tot een assertief industriebeleid waardoor de EU een industriële mogendheid kan blijven. De Europese Raad verzocht tot verdieping van de interne markt en vooruitgang in de ontwikkeling van een concurrerende digitale economie¹. Passende aandacht moet uitgaan naar een beter ondernemingsklimaat voor KMO 's. De Europese Commissie werd uitgenodigd om een langetermijnvisie voor de industriële toekomst van de EU voor te stellen.

Het Werkprogramma 2020 van de Europese Commissie stelt twee ambities centraal, nl. de overgang naar een klimaatneutraal en digitaal Europa.

Deze ambities worden opgenomen in de nieuwe aanpak voor de "industriële en KMO-strategie", die de Europese Commissie op 10 maart 2020 heeft goedgekeurd. Vier strategische beleidsdocumenten geven de conclusies van de Europese Raad en het werkprogramma nader vorm op de domeinen interne markt, industrie, digitalisering en concurrentievermogen.

¹ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-1-2019-INIT/nl/pdf>

2. Inhoud

De aangekondigde maatregelen van de industrie- en KMO-strategie hebben tot doel de groene en digitale strategie zoveel mogelijk te ondersteunen, waarbij het Europees concurrentievermogen wordt gehandhaafd.

De krachtlijnen van de vier strategische beleidsdocumenten zijn, samengevat, de volgende:

2.1. Mededeling COM(2020)93: Belemmeringen voor de interne markt

Deze mededeling belicht de 13 belangrijkste belemmeringen voor het verder verdiepen van de eengemaakte markt, vanuit het oogpunt van consumenten en bedrijven. Deze belemmeringen zijn:

- 1) het verzamelen van de juiste informatie voor grensoverschrijdende transacties;
- 2) de vaak lastige administratieve vereisten waaraan moet worden voldaan om goederen of diensten te verkopen in een andere lidstaat;
- 3) de ongelijke toegang tot openbare aanbestedingen;
- 4) het bestaande systeem van wederzijdse erkenning voor niet-geharmoniseerde goederen dat slechts in geringe mate lijkt te werken;
- 5) de eisen die worden gesteld voor toegang tot en uitoefening van specifieke activiteiten of beroepen;
- 6) het blokkeren (geoblocking) van grensoverschrijdende online-aankopen of omleiden ervan naar een nationale site;
- 7) het nog steeds beperkte vertrouwen van consumenten en bedrijven in grensoverschrijdende aankopen;
- 8) fraude met een grensoverschrijdende dimensie, bv. online-oplichting;
- 9) verschillen in belastingstelsels en -administraties;
- 10) het oplossen van commerciële of burgerrechtelijke geschillen en het innen van betalingen door verschillen in contractuele en juridische praktijken;
- 11) de registratie van bedrijfsactiviteiten in een andere lidstaat, vooral de onlineregistratie;
- 12) de beschikbaarheid van bekwaam personeel, vooral voor kmo's, en de dure procedures voor de erkenning van beroepskwalificaties in gereguleerde beroepen;
- 13) taalbarrières.

Om zowel op EU- als op lidstaatsniveau verdere stappen te kunnen zetten, worden in de mededeling ook vijf hoofdoorzaken van deze belemmeringen genoemd. Sommige vallen onder de verantwoordelijkheid van de EU, sommige onder de verantwoordelijkheid van de lidstaten, andere onder beide. Het zijn de volgende:

- 1) de beperkende maatregelen op nationaal niveau maar ook de door de EU toegestane flexibiliteit op het gebied van harmonisatie;
- 2) de inadequate omzetting, implementatie en handhaving van EU-wetgeving;
- 3) het onvoldoende gebruikmaken van e-governmentoplossingen, onvoldoende administratieve coördinatie tussen EU- en nationaal niveau en onvoldoende personeelscapaciteit op nationaal niveau;
- 4) oorzaken die geen specifiek grensoverschrijdend element hebben maar zijn gekoppeld aan de bedrijfs- en consumentensfeer in een lidstaat, bv. inzake het behandelen van bouwvergunningen of het verkrijgen van elektriciteit;
- 5) oorzaken die geen rechtstreeks verband houden met nationaal of EU-overheidsbeleid, zoals de culturele of macro- en micro-economische context of de geografische of infrastructurele omstandigheden.

De Commissie zal een taskforce voor de handhaving en verdieping van de eengemaakte markt (SMET²) oprichten, in samenwerking met de lidstaten.

2.2. Mededeling COM(2020)94: Langetermijnactieplan interne markt

De Commissie wenst met een 22-punten langetermijnactieplan de bekendheid met en toepassing van de regels van de eengemaakte markt bij EU-burgers en -bedrijven, maar ook bij nationale autoriteiten en meer specifiek het rechtbankwezen, te verbeteren.

Dit zijn de meest in het oog springende actiepunten:

- publicatie van meer praktische richtlijnen en -snoeren en aanbevelingen voor lidstaten, zoals bv. over digitale regelgeving, de dienstenrichtlijn, overheidsopdrachten of productvoorschriften;
- invoering van dynamische concordantietabellen die voortdurend worden bijgewerkt, ook na de inwerkingtreding van de wetgeving; lidstaten zouden de Commissie ook nauwkeuriger moeten inlichten over de inhoud van de nationale omzettingbepalingen;
- maatregelen om nationale belemmeringen in de regelgeving te vermijden, bv. lidstaten een kennisgevingsverplichting voor de dienstensector doen naleven;
- verbetering van de handhavingsmechanismen, zowel van EU- als van nationale zijde, bv. een platform voor het delen van info over illegale en niet-conforme goederen (e-handhavingslab), een uitbreiding van het mandaat van OLAF³, meer EU-controles in de agro-voedselketen op de handhaving van het EU-recht (“van boer tot bord”-strategie) en de ontwikkeling van etiket- en traceringsystemen (bv. via blockchain);
- efficiëntere behandeling van geschillen en inbreuken, bv. door het mandaat van Solvit⁴ te versterken, een jaarlijks Commissieverslag over de handhaving van de eengemaakte markt en het gebruik van EU Pilot⁵.

2.3. Mededeling COM(2020)102: De nieuwe Europese industriestrategie

De nieuwe Europese industriestrategie beoogt de groene en digitale transitie nader vorm te geven, waarbij de globale Europese competitiviteit wordt gehandhaafd.

Deze drie prioriteiten worden ingevuld door een aantal beleidsplannen, zoals:

- op het vlak van de interne markt: een digitale interne markt, een actieplan rond intellectuele rechten, de herziening van de Europese mededingingsregels (controle op fusies en staatssteun), een witboek over de concurrentievervalsende gevolgen van buitenlandse subsidies op de interne markt en de aanpak rond buitenlandse toegang tot Europese overheidsopdrachten;
- op het gebied van klimaat en energie: koolstofarme energie tegen betaalbare prijzen, de lancering van een Europese alliantie voor schone waterstof, regelgeving betreffende groene openbare aanbestedingen en (mogelijk) in 2021 een mechanisme voor koolstofcorrectie aan de grens (*carbon leakage*);
- op het gebied van de industrie: het koolstofarm maken van (zware) industrieën, de versterking van de industriële capaciteit op het gebied van kritieke digitale infrastructuur (5G, mobiele netwerken van de zesde generatie, snelle supercomputers), een actieplan voor circulaire economie, een nieuwe strategie voor

² Single Market Enforcement Taskforce.

³ Het Europees Bureau voor fraudebestrijding.

⁴ “Solvit behandelt grensoverschrijdende kwesties die het gevolg zijn van een schending van het EU-recht door overheidsinstanties.” [COM(2020)94, p. 15]

⁵ EU Pilot is “een informeel en vertrouwelijk online informatie-uitwisselingssysteem” tussen de Europese Commissie en de lidstaten. Het gaat de conformiteit inzake omzetting en uitvoering van het nationaal recht met het EU-recht na. (<https://diplomatie.belgium.be/>)

de farmaceutische industrie, een actieplan rond kritieke grondstoffen (efficiënt gebruik van hulpbronnen, om de voorzieningszekerheid veilig te stellen).

De Europese Commissie zal de risico's en behoeften analyseren van de "industriële ecosystemen", d.w.z. de partijen die in een waardeketen actief zijn: *start-ups*, grote bedrijven, wetenschappers, onderzoekers, e.a. De input van deze ecosystemen kan aanleiding geven tot steun in de vorm van regelgeving, ontsluiting van financiering of inzet van handelsbeschermingsinstrumenten. De Europese Commissie zal deze inspanningen ondersteunen door samenwerking met het "open industrieel forum" dat in september 2020 wordt gelanceerd en de lidstaten en relevante stakeholders samenbrengt.

2.4. Mededeling COM(2020)103: Een KMO-strategie voor een duurzame en digitale EU

In een specifieke strategie voor de KMO's wenst de Europese Commissie de KMO's in gereedheid te brengen voor de klimaat- en digitale transitie, werk te maken van administratieve vereenvoudiging en hen makkelijker toegang te verschaffen tot financieringsbronnen en digitale vaardigheden.

Slechts 17 % van de kmo's kent een succesvolle integratie van digitale technologieën in de eigen activiteiten, tegenover 54 % bij de grote ondernemingen. Om de digitale innovaties te integreren, zouden de kmo's daarom worden ondersteund door een netwerk van digitale innovatiehubs.

Omdat *start-ups* en kmo's bij de digitale transitie geconfronteerd worden met een gebrek aan gekwalificeerde werknemers, zal de Commissie, met de steun van het programma "Digitaal Europa", voor werknemers van KMO's digitale stoomcursussen ontwikkelen op het gebied van artificiële intelligentie, cyberveiligheid e.a.

Om de obstakels in de interne markt voor KMO's weg te werken, komt er een vermindering van de regeldruk. De betalingsachterstand, die verantwoordelijk is voor 25 % van de KMO-faillissementen in de EU, zal worden aangepakt. Pistes van alternatieve geschillenbeslechting worden bekeken.

Een betere toegang tot financiering voor de KMO's was al één van de prioriteiten van de Europese *small business act*. Dit wordt nu (als onderdeel van *investEU*) versterkt door het Fonds voor beursintroductions voor KMO's. Tevens zal het vrouwelijk ondernemerschap worden versterkt door het stimuleren van investeringen in door vrouwen geleide ondernemingen.

De Commissie zal een op *blockchain* gebaseerd initiatief lanceren om de uitgifte van en de handel in kmo-obligaties in heel Europa mogelijk te maken.

De Commissie zou een hoge vertegenwoordiger voor KMO's aanstellen met het oog op politieke sturing van de Europese KMO-strategie.

3. Europees juridisch kader

De rechtsbasis voor deze Europese strategie zijn o.a. de artikelen 114, 173, 191 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) over respectievelijk de interne markt, het concurrentievermogen / het industriebeleid en het leefmilieu.

4. Ontwikkelingen op Belgisch vlak en in de EU

België: Om te zien hoe België presteert op het gebied van industrie en KMO-beleid (en de uitdagingen op het gebied van de klimaat-en digitale transitie), is het nuttig te verwijzen naar enkele bevindingen uit het recente landenrapport van de Europese Commissie⁶:

- De coördinatie van beleid inzake klimaat, energie, digitalisering en vervoer is nog steeds een probleem.
- Om in de energiesector de doelen inzake emissiereducties te halen, zullen substantiële investeringen nodig zijn;

⁶ Report Belgium 2020: zie <https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20200500.do>

- Een aanzienlijk percentage van de broeikasgasemissies in België is afkomstig van energie-intensieve bedrijfstakken, waaronder de petrochemische industrie rond Antwerpen, maar ook traditionele industrieën in Wallonië;
- Beleidsmaatregelen rond klimaatactie zullen naar verwachting rond 60 000 extra banen creëren in België;
- Het tekort aan afgestudeerden met technologische competenties bij de ruimere werkende bevolking zet een rem op de groeivoorzichten van België tegen een achtergrond van digitalisering en de transitie naar een koolstofarme economie.;
- Onderzoek en Ontwikkeling in België behoort, wat kmo's betreft, met 0,7 % van het bbp tot de hoogste in de EU;
- België is een van de best presterende landen in de EU waar het gaat om de integratie van digitale technologie in bedrijven, maar stagneert voor e-commerce;
- Om digitalisering bij kmo's verder te stimuleren, is er in 2019 een bewustwordingscampagne opgezet.

Europa:

- De Europese Rekenkamer verricht momenteel een controle-onderzoek i.v.m. de EU-steun voor digitalisering van de industrie. Hierbij wordt nagegaan in welke mate de Europese Commissie doeltreffend aan lidstaten ondersteuning biedt, waarmee deze hun industrie kunnen digitaliseren en *start ups* en KMO's helpt om digitaal te gaan werken⁷.
- Uit een recent rapport van de Europese Rekenkamer is gebleken dat het KMO-instrument, dat in 2014 werd gelanceerd met een totale begroting van 3 miljard EUR voor het MFK 2014-2020, op een efficiënte wijze de innovatie ondersteunt⁸.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s)

Deze fiche wordt gezonden naar:

- de commissie voor Economie, Consumentenbescherming en Digitale Agenda;
- de commissie voor Energie, Leefmilieu en Klimaat;
- het adviescomité voor Europese Aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties

- De FOD Economie;
- De FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu.

7. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging

Een subsidiariteitsadvies, in de zin van art.37bis, Kamerreglement, is niet mogelijk omdat het niet gaat om EU-wetgeving, maar om beleidsdocumenten.

De bevoegde commissie kan wel in het kader van de "politieke dialoog" (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren over deze tekst. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten

<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020093.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020094.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020102.do?appLng=NL>
<https://secure.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM2020103.do?appLng=NL>

⁷ Zie: <https://www.eca.europa.eu/nl/Pages/NewsItem.aspx?nid=12515>

⁸ Speciaal verslag 02/2020 van de Europese Rekenkamer:
https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR20_02/SR_Innovation_SMEs_NL.pdf

Eurovoc-descriptoren:	EU-markt - administratieve samenwerking - toepassing van het EU-recht - grensoverschrijdende samenwerking - kleine en middelgrote onderneming - bescherming van de consument - goederen en diensten - interne markt – bedrijf toepassing van het EU-recht - actieprogramma - interne markt - EU-lidstaat - buitengrens van de EU vernieuwing - investering - industriële reorganisatie - bijscholing - Europees industriegebied - beleid inzake klimaatverandering - concurrentievermogen - EU-groeistrategie - circulaire economie - digitale eengemaakte markt financiering - vernieuwing - kleine en middelgrote onderneming - digitalisering - toegang tot de markt - governance - digitale technologie - Europa - EU-strategie - digitale economie
------------------------------	---

01.04.2020

Redactie:

Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be

Katrien Joos, Adjunct-adviseur, tel. 02/549.81.64, katrien.joos@dekamer.be